

Distr.  
GENERALE

CAT/C/19  
25 septembre 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE CONTRE LA TORTURE  
Neuvième session  
Genève, 9-20 novembre 1992

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET ANNOTATIONS

Note du Secrétaire général

1. La neuvième session du Comité contre la torture se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève du 9 au 20 novembre 1992. La première séance aura lieu le lundi 9 novembre 1992 à 10 h 30.
2. Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le Secrétaire général a établi, en consultation avec le Président du Comité, l'ordre du jour provisoire ci-joint de la neuvième session. Des annotations sont également annexées ci-après.
3. Conformément à l'article 31 du règlement intérieur, les séances du Comité sont publiques, à moins que celui-ci n'en décide autrement ou qu'il ne ressorte des dispositions pertinentes de la Convention que la séance doit être privée.
4. L'attention des Etats parties est appelée notamment sur les annotations relatives au point 4, qui portent sur un programme indicatif d'examen des rapports à la quatrième session. Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, les représentants des Etats parties sont invités à assister aux séances du Comité auxquelles leurs rapports sont étudiés.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Questions d'organisation et questions diverses
3. Présentation des rapports des Etats parties en application de l'article 19 de la Convention
4. Examen des rapports présentés par les Etats parties en application de l'article 19 de la Convention
5. Examen de renseignements reçus en application de l'article 20 de la Convention
6. Examen de communications reçues en application de l'article 22 de la Convention
7. Activités préparatoires concernant la Conférence mondiale des droits de l'homme

## ANNOTATIONS

1. Adoption de l'ordre du jour

En vertu de l'article 8 du règlement intérieur, l'adoption de l'ordre du jour constitue le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session, sauf s'il y a lieu d'élire les membres du Bureau conformément à l'article 15 du règlement intérieur. En vertu de l'article 9, le Comité peut, au cours d'une session, réviser l'ordre du jour et, s'il y a lieu, ajourner ou supprimer des points; il ne peut être ajouté à l'ordre du jour que des points urgents et importants.

2. Questions d'organisation et questions diverses

Au titre de ce point, le Comité souhaitera peut-être examiner le programme de travail de la session ainsi que toute autre question relative à la procédure qu'il doit suivre pour s'acquitter des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la Convention.

3. Présentation des rapports des Etats parties en application de l'article 19 de la ConventionRapports initiaux

Conformément à l'article 65 du règlement intérieur, le Comité a décidé, à sa huitième session, de prier le Secrétaire général de continuer à adresser automatiquement des rappels aux Etats parties qui avaient plus de 12 mois de retard dans la présentation de leur rapport initial et, par la suite, des rappels tous les six mois. Le Comité a également décidé que, dans le cas des Etats qui avaient plus de trois ans de retard, son Président examinerait avec les représentants de ces Etats la question des obligations des Etats parties en matière de rapports ou, le cas échéant, adresserait une lettre à ce sujet à leur ministre des affaires étrangères.

Vingt-sept Etats parties, dont la liste figure dans le document CAT/C/5, devaient présenter leur rapport initial en 1988. Conformément à la décision susmentionnée, le Président du Comité a adressé, le 24 juillet 1992, une lettre au ministre des affaires étrangères des Etats parties qui n'avaient pas encore présenté le rapport initial qu'ils auraient dû présenter en 1988.

En vertu de l'article 65 du règlement intérieur, le Secrétaire général est prié de faire part au Comité, à chaque session, de tous les cas de non-présentation des rapports. Les noms des deux Etats parties dont les rapports initiaux, attendus en 1988, n'avaient toujours pas été reçus à la date du 25 septembre 1992 sont donc indiqués ci-après :

Date à laquelle le rapport initial  
devait être présenté

Togo  
Ouganda

17 décembre 1988  
25 juin 1988

A ce sujet, le Comité se rappellera qu'à sa septième session, il avait décidé d'inviter le Togo et l'Ouganda à soumettre en un seul document leurs rapports initiaux et leurs rapports périodiques, qu'ils doivent présenter respectivement le 17 décembre 1992 et le 25 juin 1992.

En outre, les 10 Etats parties dont la liste figure dans le document CAT/C/7 devaient présenter leurs rapports initiaux en 1989. Conformément à la décision prise par le Comité à sa huitième session, le Président du Comité a examiné, le 6 mai 1992, la question des obligations des Etats parties en matière de rapports avec le représentant d'un Etat partie qui n'avait pas encore présenté son rapport initial, attendu en 1989, et le 24 juillet, il a adressé une lettre sur la même question au ministre des affaires étrangères d'un autre Etat partie concerné. Les noms des deux Etats dont les rapports initiaux, attendus en 1989, n'avaient pas encore été reçus à la date du 25 septembre 1992, sont indiqués ci-après :

Date à laquelle le rapport initial  
devait être présenté

Guyane	17 juin 1989
Pérou	5 août 1989

La liste des 11 Etats parties dont le rapport initial devait être présenté en 1990 figure dans le document CAT/C/9. Conformément à la décision que le Comité a prise à sa huitième session, le Secrétaire général, par des notes verbales envoyées en juin 1992, a demandé pour la deuxième ou la troisième fois, selon le cas, aux Etats parties qui n'avaient pas encore soumis le rapport initial qu'ils devaient présenter en 1990 de le faire dès que possible. Les quatre Etats dont le rapport initial, attendu en 1990, n'avait toujours pas été reçu au 25 septembre 1992, sont les suivants :

Date à laquelle le rapport initial  
devait être présenté

Brésil	27 octobre 1990
Guinée	8 novembre 1990
Pologne	24 août 1990
Portugal	10 mars 1990

La liste des sept Etats parties dont le rapport initial devait être présenté en 1991 figure dans le document CAT/C/12. Conformément à la décision que le Comité a prise à sa huitième session, le Secrétaire général, par des notes verbales envoyées en juin et septembre 1992, a demandé pour la première ou la deuxième fois, selon le cas, aux Etats parties qui avaient plus de 12 mois de retard dans la présentation de leur rapport initial de le lui faire parvenir dès que possible. Les quatre Etats dont le rapport initial, attendu en 1991, n'avait toujours pas été reçu au 25 septembre 1992, sont les suivants :

Date à laquelle le rapport initial  
devait être présenté

Guatemala	3 février 1991
Malte	12 octobre 1991
Paraguay	10 avril 1991
Somalie	22 février 1991

La liste des neuf Etats parties dont le rapport initial doit être présenté en 1992 figure dans le document CAT/C/16. Les trois Etats parties dont le rapport initial, qui devait être présenté avant le 25 septembre 1992, n'avait pas encore été reçu à cette date sont les suivants :

Date à laquelle le rapport initial  
devait être présenté

Chypre	16 août 1992
Népal	12 juin 1992
Venezuela	27 août 1992

Rapports périodiques

La liste des 26 Etats parties qui devaient présenter leur premier rapport périodique en 1992 figure dans le document CAT/C/17. Les noms des 16 Etats parties dont le premier rapport périodique, qui devait être présenté avant le 25 septembre 1992, n'avait pas encore été reçu à cette date sont indiqués ci-après :

Date à laquelle le rapport initial  
devait être présenté

Afghanistan	25 juin 1992
Autriche	27 août 1992
Belize	25 juin 1992
Bulgarie	25 juin 1992
Cameroun	25 juin 1992
Danemark	25 juin 1992
Egypte	25 juin 1992
Fédération de Russie	25 juin 1992
France	25 juin 1992
Hongrie	25 juin 1992
Ouganda	25 juin 1992
Philippines	25 juin 1992
Sénégal	25 juin 1992
Suède	25 juin 1992
Suisse	25 juin 1992
Uruguay	25 juin 1992

Rapports complémentaires

A ses troisième, quatrième, cinquième et septième sessions, le Comité a décidé de prier huit Etats parties dont le rapport initial avait été examiné

au cours de ces sessions de présenter un rapport complémentaire, conformément au paragraphe 2 de l'article 67 du règlement intérieur. Le rapport complémentaire de la Chine, demandé pour le 31 décembre 1990, n'avait pas été reçu à la date du 25 septembre 1992. Par une note verbale datée du 18 septembre 1992, le Secrétaire général a prié pour la troisième fois la Chine de présenter son rapport complémentaire dès que possible.

4. Examen des rapports présentés par les Etats parties en application de l'article 19 de la Convention

Le Secrétaire général, en consultation avec le Président et sous réserve de l'approbation du Comité, a établi le programme indicatif ci-après pour l'examen des rapports à la neuvième session :

Mardi 10 novembre 1992

Afghanistan : rapport initial CAT/C/5/Add.31

Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord - territoires  
dépendants : rapport initial CAT/C/9/Add.10

Mercredi 11 novembre 1992

Norvège : rapport périodique CAT/C/17/Add.1

Argentine : rapport périodique CAT/C/17/Add.2

Jeudi 12 novembre 1992

Mexique : rapport périodique CAT/C/17/Add.3

Ukraine : rapport périodique CAT/C/17/Add.4

Vendredi 13 novembre 1992

Nouvelle-Zélande : rapport initial CAT/C/12/Add.2

Lundi 16 novembre 1992

Allemagne : rapport initial CAT/C/12/Add.1

Mardi 17 novembre 1992

Jamahiriya arabe libyenne :  
rapport complémentaire CAT/C/9/Add.12

Mercredi 18 novembre 1992

Canada : rapport périodique CAT/C/17/Add.5

Bélarus : rapport périodique CAT/C/17/Add.6

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, le Secrétaire général a fait connaître aux Etats parties intéressés la date provisoire à laquelle le Comité examinerait leur rapport à sa neuvième session, et les a invités à nommer des représentants pour assister aux séances du Comité.

Les directives générales concernant la forme et le contenu des rapports initiaux que les Etats parties doivent présenter en application de l'article 19 de la Convention, que le Comité a adoptées à sa troisième session et a révisées à sa sixième session, sont reproduites dans le document CAT/C/4/Rev.2. Le texte des réserves, déclarations, etc., formulées par les Etats parties au sujet de la Convention, figure dans le document CAT/C/2/Rev.2.

5. Examen de renseignements reçus en application de l'article 20 de la Convention

Conformément aux dispositions du chapitre XVII de son règlement intérieur, le Comité examinera, au titre de ce point, les renseignements qui sont ou semblent être présentés pour examen en vertu de l'article 20 de la Convention.

Conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 20 de la Convention et aux articles 72 et 73 du règlement intérieur, tous les documents et tous les travaux du Comité afférents aux fonctions qui lui sont confiées en vertu de l'article 20 de la Convention sont confidentiels et toutes les séances du Comité concernant ses travaux au titre dudit article sont privées.

6. Examen de communications reçues en application de l'article 22 de la Convention

Conformément aux dispositions du chapitre XIX de son règlement intérieur, le Comité examinera, au titre de ce point, les communications qui lui sont ou semblent lui être soumises en application de l'article 22 de la Convention.

Conformément au paragraphe 6 de l'article 22 de la Convention et au paragraphe 1 de l'article 101 du règlement intérieur, les séances du Comité ou de ses organes subsidiaires au cours desquelles sont examinées les communications reçues en application de l'article 22 de la Convention sont privées.

7. Activités préparatoires concernant la Conférence mondiale des droits de l'homme

Le Comité examinera, au titre de ce point, un rapport de son représentant à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale (14-18 septembre 1992) sur les résultats de cette session et, compte tenu de ces éléments, toute contribution qu'il pourrait souhaiter apporter à la quatrième session du Comité préparatoire, qui se tiendra en mars 1993 à Genève.